Le Burundi donné "mauvais élève" de la CEA

PANA, 30/11/2010Bujumbura, Burundi - Le Burundi cumule beaucoup de lacunes en matiÃ¨re d'Ã©changes commerciaux, base de production, infrastructures, dÃ©veloppement des ressources naturelles et humaines, climat et opportunitÃ©s d'investissement par rapport au reste des cinq pays membres de la CommunautÃ© est-africaine (CEA), a relevÃ©, au cours d'une confÃ©rence publique, l'ancien deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi en charge des questions Ã©conomiques et sociales et ancien cadre de la Banque mondiale, Mathias Sinamenye.Le jugement sans complaisance a Ã©tÃ© fait par cet ancien dignitaire et Ã©conomiste de renom Ã une confÃ©rence publique sur les "dÃ©fis et opportunitÃ©s" liÃ l'intÃ©gration du Burundi Ã cette communautÃ© de libre Ã©change qui regroupe, en plus du Burundi, le Rwanda, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.
A titre illustratif, en considÃ©rant les indicateurs publiÃ©s par la BM, dans "Doing Business 2011", le Burundi se classe 181Ã¨me sur 183 pays, alors qu'il Ã©tait au 143Ã¨me rang sur 155 classÃ©s en 2006 par rapport au climat offert aux investisseurs.Par contre, le Rwanda voisin est 58Ã¨me, le Kenya 98Ã¨me, l'Ouganda 122Ã¨me et la Tanzanie 128Ã¨me, a encore relevÃ© M. Sinamenye.Au plan des procÃ©dures administratives, le confÃ©rencier les a jugÃ©es "lourdes, nombreuses et coÃ»teuses en temps et argent".En effet, "il faut 32 jours et remplir 11 procÃ©dures pour ouvrir un business, 212 jours pour obtenir un permis de construire et 94 jours pour enregistrer une propriÃ©tÃ© au Burundi", a-t-il relevÃ©.Par ailleurs, "il y a 44 procÃ©dures pour mettre en vigueur un contrat et toutes ces procÃ©dures prendront jusqu'Ã 832 jours", selon la mÃªme source.MÃªme payer des taxes se rÃ©vÃ¨le compliquÃ© pour un opÃ©rateur Ã©conomique qui doit s'y prendre par 32 fois dans l'annÃ©e devant le fisc.Pour exporter, il faut neuf documents, et cela peut prendre jusqu'Ã 47 jours et coÃ»ter jusqu'Ã 2.747 dollars amÃ©ricains par container, Ã en croire encore l'Ã©minent Ã©conomiste burundais.Au niveau dÃ©mographique, le Burundi est encore le maillon faible de la communautÃ© oÃ¹ il ne pÃ¨se que 6,6% de la population de cet ensemble sous-rÃ©gional.Le Produit intÃ©rieur brut (PIB) du Burundi n'est que de 1,8% de celui de la CEA et sa croissance a Ã©tÃ© la plus lente ces derniÃ¨res annÃ©es.Le confÃ©rencier a Ã©galement Ã©voquÃ© la faiblesse de la base de production industrielle du Burundi qui est "trÃ¨s Ã©troite et non diversifiÃ©e".Sur le plan agricole, il a rappelÃ© que le pays vit d'une agriculture de subsistance Ã laquelle se sont greffÃ©s le cafÃ© et le thÃ©, deux cultures d'exportation qui font plus de 70% des exportations, les autres exportations Ã©tant les boissons et le sucre au moment oÃ¹ les importations sont plus diversifiÃ©es.A titre illustratif encore, la direction des Ã©changes au ministÃ¨re du Commerce montre que le Burundi importe pour 20 Ã 30% du total de ses importations de la CEA mais exporte pour environ 10% vers la communautÃ©.De plus, en valeur absolue, le Burundi reprÃ©sente un poids bien modeste : 85 millions de dollars amÃ©ricains d'Ã©changes dont 5,3 millions d'exportations dans la communautÃ©, contre 1.144 millions pour le Kenya en 2007.Concernant les richesses du sous-sol burundais, le confÃ©rencier a relevÃ© qu'il n'y avait, pour l'instant, aucune mine en production malgrÃ© quelques dÃ©couvertes qui sont dites "intÃ©ressantes".